



## Pétition à l'adresse du gouvernement et du patronat

# Augmenter les salaires, les minima sociaux, les pensions, c'est urgent, nécessaire et juste

La répartition des richesses en France est de plus en plus inégale : les salaires, les pensions, les minima sociaux stagnent. La protection sociale est malmenée par une politique de bas salaires, de chômage et de cadeaux aux entreprises notamment par une exonération croissante des cotisations sociales qui diminue les ressources de notre protection sociale.

Les conséquences des politiques menées sont graves :

- nos salaires, nos pensions, nos ressources sont trop bas pour vivre correctement ;
- les diplômes et les qualifications ne sont pas suffisamment reconnus et rémunérés ;
- notre protection sociale couvre de moins en moins nos besoins face aux aléas de la vie.

C'est cela la crise.

Augmenter les salaires, les pensions, les minima sociaux, c'est indispensable pour bien vivre. C'est un élément essentiel pour relancer la consommation des ménages, renforcer notre système de protection sociale et sortir de la crise économique et sociale que connaît le pays depuis plusieurs années.

Remettre la sécurité sociale au cœur d'une politique sociale, c'est protéger notre santé, notre retraite, notre famille. C'est permettre de vivre dignement et en bonne santé à tout âge.

### **Moi, salarié-e, retraité-e, étudiant-e, chômeur-se :**

- **je demande l'augmentation du Smic, du point d'indice des fonctionnaires et des minima sociaux de 10 % au 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;**
- **je soutiens la proposition de la CGT pour la tenue d'une conférence sociale sur les salaires, convoquée par le gouvernement avant mi-juillet 2015 sur :**
  - ✓ **la revalorisation des salaires et pensions ;**
  - ✓ **l'égalité salariale femmes - hommes ;**
  - ✓ **la reconnaissance des qualifications.**

Pétition à remettre à un-e militant-e CGT.

Les pétitions seront portées au gouvernement et au patronat.

NOMS	PRENOMS	VILLES	SIGNATURES

Pétition à remettre à un-e militant-e CGT.  
Les pétitions seront portées au gouvernement et au patronat.